

Pointage annuel du profil des usagères et des usagers (PAPU) des centres d'accueil à bas-seuil : Evolution des principaux indicateurs entre 2017 et 2024

Sophie Stadelmann, Sanda Samitca

Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Département Épidémiologie et systèmes de santé – DESS Secteur Évaluation et expertise en santé publique (CEESAN)

Avril 2025

Contexte

Développés dès les années 1970, les centres d'accueil à bas-seuil (CABS) offrent différentes prestations qui visent en premier lieu l'aide à la survie des consommatrices et consommateurs de substances psychoactives et la diminution des risques liés à la consommation. Ils ont également une mission d'orientation dans le réseau, avec pour objectif à long-terme la réintégration sociale des consommatrices et consommateurs. Le terme « bas-seuil » fait référence au seuil d'accessibilité, par opposition aux services à seuil plus élevé dans lesquels l'accès nécessite, par exemple, un enregistrement nominatif et/ou un engagement d'abstinence. Ainsi, les CABS se définissent par leur facilité d'accès, le respect de l'anonymat et la gratuité ou le faible coût de leurs services. A l'heure actuelle, le canton de Vaud compte huit structures de ce type, gérées par quatre organismes : la Fondation ABS à Lausanne^a, Zone Bleue à Yverdon, Entrée de Secours à Morges et à Nyon et AACTS à Vevey¹.

Le Pointage annuel du profil des usagères et usagers (PAPU) est une étude menée, depuis 2016, dans l'ensemble

des CABS du canton de Vaud durant une semaine début novembre. Cette étude permet de suivre le profil sociodémographique, les consommations de substances psychoactives et les prises de risques associées, ainsi que l'état de santé de la population qui fréquente ces CABS^b. Le présent document fait une synthèse des données collectées en 2024 et met en perspective l'évolution des principaux indicateurs depuis 2017^{c, d}.

Résultats

En 2024, le questionnaire PAPU a été proposé à 491 personnes différentes, soit à un peu plus de personnes qu'en 2023 (n=414). Au total 322 questionnaires valides ont pu être utilisés pour effectuer les analyses ; 169 personnes ont refusé de participer. Le taux de participation s'élève à 65.6%, soit un taux un peu plus bas que celui de l'année dernière (73.4% en 2023, Figure 1). Ce taux reste très variable entre les structures (minimum : 43.4% ; maximum : 96.5%). La participation à Zone Bleue a fortement diminué

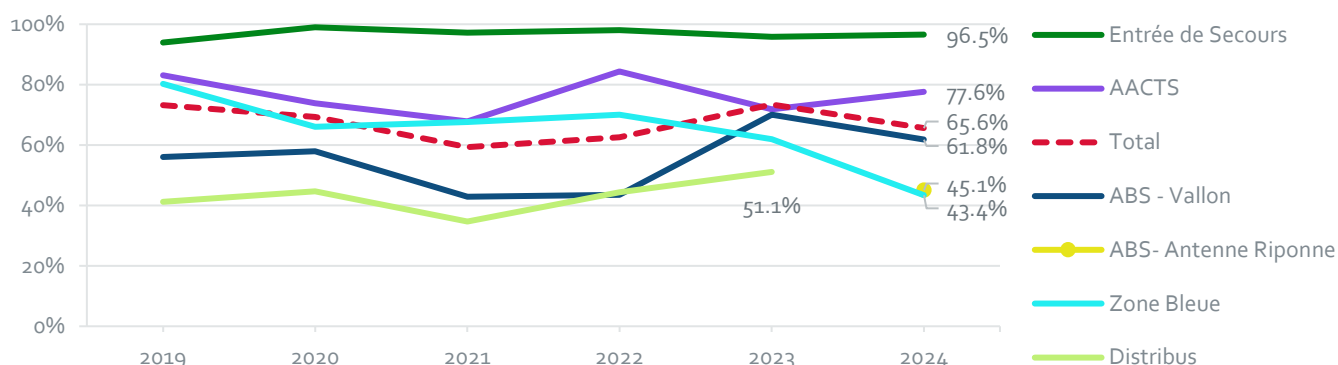


Figure 1 Taux de participation à l'enquête PAPU, par structure, entre 2019 et 2024 (%)

^a La Fondation ABS gère quatre structures : Le Passage, La Terrasse, L'Espace de consommation sécurisé (ECS) du Vallon et l'Antenne de l'ECS à la Riponne (ouverte en mai 2024).

^b Pour plus d'informations concernant les indicateurs utilisés voir le dernier rapport reprenant l'ensemble des indicateurs².

^c En raison de l'intégration des usagères et usagers du Distribus (fermé en mai 2024) de Lausanne à l'étude dès 2017, il n'est pas possible de comparer les données récoltées dès 2016 avec celles récoltées précédemment.

^d Une note méthodologique est disponible à la fin du document.

lors des dernières éditions de l'étude (70.0% en 2022 vs 43.4% en 2024). L'Antenne de l'ECS à la Riponne, qui a ouvert en mai 2024, était incluse pour la première fois dans cette étude. Le taux de participation pour cette structure s'élève à 45.1%.

En 2024, le questionnaire était proposé en français ou en anglais. Quasiment tous les questionnaires retournés étaient en français (96.9%). C'est à AACTS que les questionnaires traduits suscitent le plus d'intérêt (11.1% des questionnaires retournés en 2024).

En 2024, 19.9% des répondant-es ont complété le questionnaire de l'enquête avec l'aide d'une tierce personne, une proportion qui a diminué depuis 2023 (26.7%). C'est en particulier dans les structures d'ABS au Vallon que ce taux a diminué entre 2023 et 2024, passant de 31.7% à 14.5%.

Caractéristiques sociodémographiques

Parmi l'ensemble des répondant-es du PAPU 2024, 20.6% sont des femmes, soit une proportion stable depuis le début des mesures. C'est à AACTS qu'on retrouve proportionnellement le moins de femmes (17.8% en 2024) et à Entrée de Secours qu'il y en a le plus (23.4% en 2024). L'âge moyen des répondant-es s'élève à 44.8 ans (minimum : 18 ans ; maximum : 81 ans). La tranche d'âge à laquelle appartient la population accueillie varie selon les CABS, cependant la tendance globale montre que la population qui fréquente les CABS vaudois est vieillissante. En effet, la part de répondant-es du PAPU ayant plus de 55 ans a augmenté entre 2017 et 2024 passant de 7.7% à 20.5%. En outre, le taux de jeunes de moins de 30 ans répondant au PAPU est passé de 13.0% à 10.1% sur la même période.

Plus de la moitié des personnes accueillies dans les CABS ont la nationalité suisse (57.1% en 2024). Parmi celles qui n'ont pas la nationalité suisse, 36.5% ne disposaient pas d'un permis de séjour valable au moment de l'enquête en 2024^e.

Près des deux tiers des répondant-es du PAPU bénéficient d'un domicile fixe privé (59.2% en 2024), un sixième (20.4% en 2024) indique vivre dans la rue, 8.1% dans un logement provisoire, 6.8% en hébergement d'urgence, 3.2% vivent en institution, 1.3% dans un autre endroit (comme un hôpital) et 1.0% en prison. La répartition des bénéficiaires des CABS dans ces différentes catégories a peu changé au cours des dernières éditions de l'étude. Cependant, sur le long terme, on constate une légère augmentation de la part de répondant-es SDF (logement provisoire, hébergement d'urgence ou rue) (27.7% en 2017 vs 35.3% en 2024). Parmi ces dernières et ces derniers, 38.5% indiquent être SDF depuis moins de 6 mois, 18.8% depuis 6 à 11 mois, 30.2% depuis 1 à 5 ans et 12.5% depuis plus de 5 ans.

Les deux principales sources de revenus des usagères et des usagers des CABS sont les assurances sociales (assurance

invalidité, chômage, AVS, etc.) et l'aide sociale. La part de répondant-es bénéficiant des assurances sociales a progressivement augmenté (passant de 30.1% en 2017 à 37.4% en 2024) à l'inverse de l'aide sociale qui a au contraire diminué (passant de 44.7% en 2017 à 34.6% en 2024). Bien que moins citées par les répondant-es, d'autres sources de revenus existent : 15.5% font la manche, 12.4% bénéficient de revenus illégaux (dont le deal), 11.6% ont un travail à temps partiel, 10.8% disposent d'un soutien financier de la part de leur famille, ami-es et/ou compagne ou compagnon, 10.4% ont un travail irrégulier temporaire, 7.6% ont un travail à temps plein, 2.8% tirent leurs revenus du travail du sexe et 2.6% ont d'autres revenus (parmi lesquels ont été mentionnés en 2024 : le revenu de solidarité active (RSA, une assurance sociale française), les économies ou l'assistance financière de l'EVAM)^f.

La part de répondant-es ayant passé parfois ou souvent toute une journée sans manger au cours des 30 derniers jours avait diminué en 2019 (33.2%) et a ré-augmenté ces dernières années (43.4% en 2024). Cette augmentation se constate en particulier à AACTS, où 53.3% des répondant-es indiquent avoir passé parfois ou souvent une journée sans manger (vs 26.9% en 2019).

Consommation de substances psychoactives

Une large majorité (95.9%) des répondant-es du PAPU ont consommé au moins une substance psychoactive au cours des 30 derniers jours en 2024. Cette proportion a peu varié depuis 2017. La part de répondant-es ayant consommé au moins un stupéfiant (hors cannabis) a, en revanche, proportionnellement augmenté depuis 2019 passant de 69.9% à 83.0% en 2024. Cette observation peut s'expliquer notamment par l'augmentation, ces dernières années, de la proportion de répondant-es ayant consommé de la cocaïne base^g, ou, dans une moindre mesure, de l'ecstasy, des benzodiazépines (BZD) non prescrites, de la kétamine, ou encore des méthamphétamines (Figure 2). La proportion de répondant-es ayant consommé de l'héroïne a, en revanche, fortement diminué par rapport à 2017 (55.1% vs 38.3%).

Au total, en 2024, les substances consommées au cours des 30 derniers jours par le plus de répondant-es, proportionnellement, restent le tabac, l'alcool et le cannabis (respectivement 85.7%, 74.4% et 69.2%). Viennent ensuite la cocaïne HCl^h (54.7%), la cocaïne base (52.7%), l'héroïne (38.3%), les BZD non prescrites (37.1%), l'ecstasy (29.7%) et la kétamine (24.4%). Les autres substances sont consommées par moins de 20% des répondant-es et représentent ainsi une moins grande proportion de la population fréquentant les CABS.

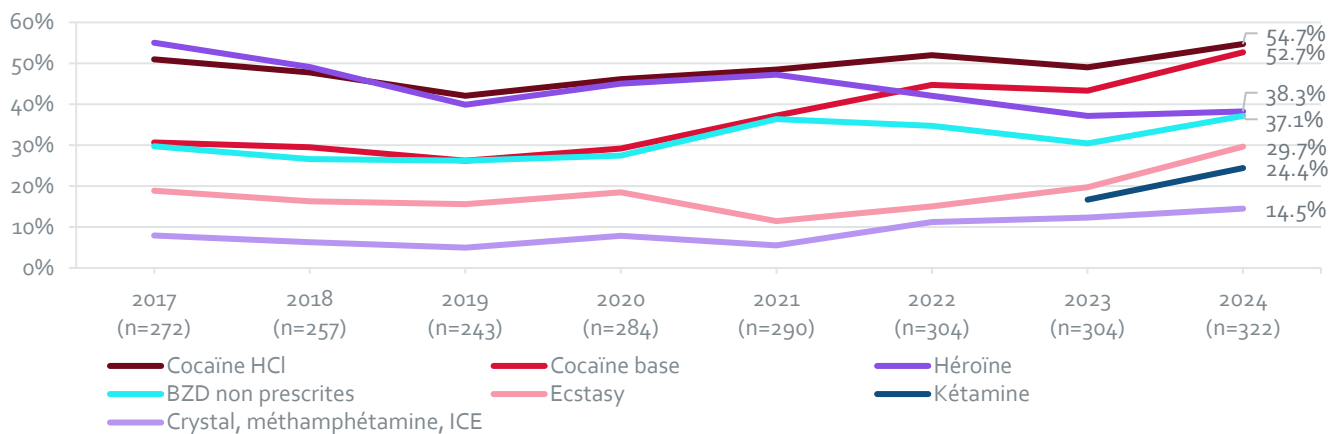
La cocaïne HCl et la cocaïne base sont les substances illégales consommées par le plus de répondant-es tous les jours ou presque, après le cannabis (25.6% et 24.2%,

^e Le taux de non-réponse à cette question s'élève à 19.0%, relativisant la généralisation de ce taux à l'ensemble de la population interrogée.

^f Les répondant-es pouvaient indiquer plusieurs sources de revenus différentes.

^g La « cocaïne base » fait référence à la cocaïne sous forme de crack ou de freebase (indépendamment du produit utilisé pour baser la cocaïne) destinée à être consommée par inhalation.

^h Cocaïne sous la forme de sel hydrochloré, voir Zobel et al. 2018 pour plus d'informations quant aux différentes formes de cocaïne³.



Cette figure présente les principales substances illégales consommées (à l'exception du cannabis), ainsi que celles pour lesquelles nous constatons une évolution importante des taux de consommatrices et consommateurs en 2024.

Figure 2 Consommation de stupéfiants au cours des 30 derniers jours, entre 2017 et 2024 (%)

respectivement, vs 39.9% pour le cannabis en 2024). Un huitième des répondant·es indique avoir consommé des BZD non prescrites tous les jours ou presque au cours du dernier mois en 2024 (16.6%), viennent ensuite la morphine (10.1%) et l'héroïne (9.9%). Moins de 5% des répondant·es consomment tous les jours ou presque chacune des autres substances illégales mentionnées.

Près de la moitié des usagères et usagers qui consomment des stupéfiants (à l'exception du cannabis) en ont consommé plusieurs au cours des 30 derniers jours (56.6% en 2024). Parmi celles-ci et ceux-ci, 34.9% ont consommé au moins de l'héroïne et de la cocaïne HCl et 47.2% de l'héroïne et de la cocaïne base au cours de 30 derniers jours en 2024.

En 2024, parmi les personnes ayant consommé de la cocaïne base au cours des 30 derniers jours, la part indiquant avoir transformé leur cocaïne HCl en cocaïne base elles-mêmes ou eux-mêmes s'élève à 67.7%. 19.9% indiquent que ce sont d'autres personnes qui l'ont fait pour elles et eux, et 12.5% indiquent que c'est un·e trafiquant·e qui l'a fait. Cette distribution est très proche de celle observée en 2023.

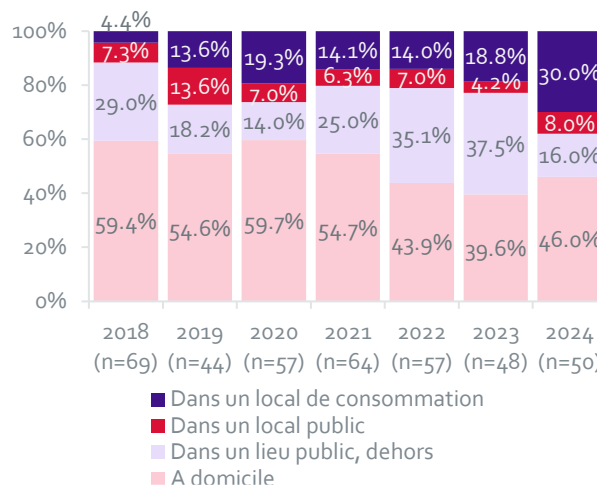
Indicateurs d'exposition au risque de transmission du VIH et du VHC

En 2024, moins d'un cinquième des répondant·es ont indiqué avoir consommé par injection au cours des 30 derniers jours (18.4%, Figure 4). Cette proportion tend à diminuer depuis 2018 où elle s'élevait à 29.3%. Alors que nous constatons entre 2020 et 2023 une diminution graduelle des proportions d'injectrices et d'injecteurs consommant par injection principalement à domicile, au profit d'une augmentation de celles et ceux consommant par injection principalement dans un lieu public extérieur, en 2024, cette tendance semble avoir changé (Figure 3). En effet, la proportion d'injectrices et d'injecteurs consommant par injection principalement dans un lieu public extérieur a chuté (16.0% vs 37.5% en 2023), au profit d'une augmentation des personnes s'injectant

principalement dans un espace de consommation (30.0% en 2024) et, dans une moindre mesure, à domicile (46.0%)ⁱ.

Lorsqu'on s'intéresse à ce que deviennent les seringues usagées des consommatrices et consommateurs par injection, on constate qu'une très large majorité des répondant·es les ont échangées souvent ou toujours contre des neuves dans une institution au cours des 30 derniers jours (87.8% en 2024).

En 2024, les répondant·es qui ont consommé par injection au cours des 30 derniers jours sont 7.7% à déclarer avoir utilisé la seringue ou l'aiguille de quelqu'un·e d'autre au cours de cette période. Cette proportion qui avait augmenté ces dernières années (22.9% en 2023) a ainsi diminué en 2024. 11.3% des répondant·es indiquent avoir transmis au cours des 30 derniers jours une seringue/aiguille usagée à un·e paire après l'avoir utilisée. Par ailleurs, la réutilisation de ses propres seringues reste une pratique courante, 66.0% des injectrices et injecteurs ont indiqué avoir eu ce comportement au cours des 30 derniers jours en 2024.



Seul·es les répondant·es ayant consommé par injection au cours des 30 derniers jours sont considéré·es dans ces analyses.

Figure 3 Lieu d'injection le plus courant au cours des 30 derniers jours, entre 2018 et 2024 (%)

ⁱ Ces analyses ne considèrent que les répondant·es ayant indiqué avoir consommé par injection au cours des 30 derniers jours, réduisant ainsi l'effectif total.

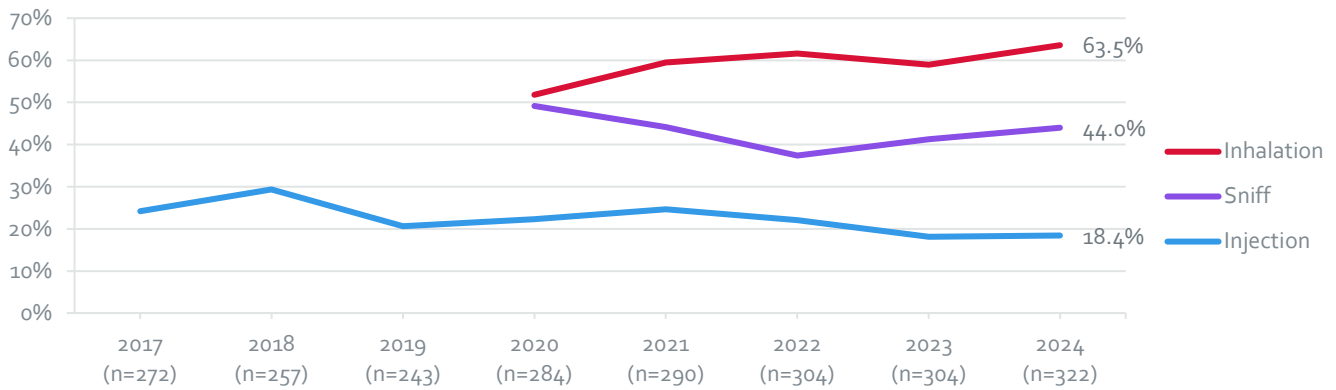
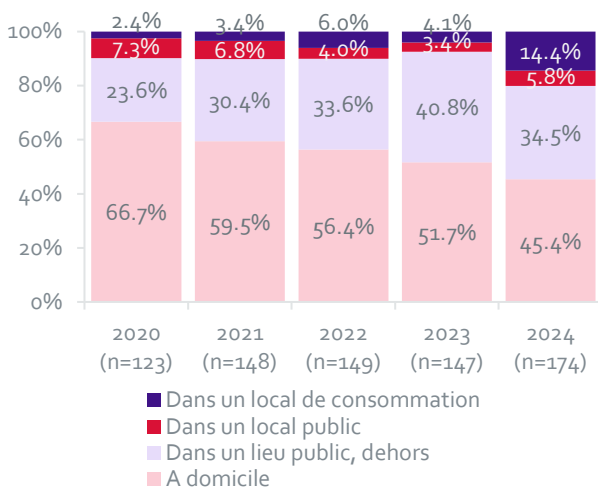


Figure 4 Mode de consommation au cours des 30 derniers jours, entre 2017 et 2024 (%)

Plus de la moitié des répondant-es indique avoir consommé par inhalation au cours des 30 jours précédents l'enquête (63.5% en 2024, Figure 4). Ce taux est en augmentation depuis 2020 où il s'élevait à 51.8%. C'est dans les structures de la Fondation ABS au Vallon que cette augmentation est la plus marquée (56.3% en 2020 vs 73.8% en 2024). La part de consommatrices et consommateurs par inhalation qui indique principalement inhaler à domicile ou dans un endroit privé (66.7% en 2020 vs 45.4% en 2024) a diminué au cours des dernières années (Figure 5). Cette diminution s'est accompagnée d'une augmentation du taux de répondant-es indiquant principalement inhaler dans un lieu public extérieur jusqu'en 2023, mais en 2024, c'est la proportion d'inhalatrices et d'inhalateurs indiquant consommer majoritairement dans un local de consommation qui a augmenté (4.1% en 2023 vs 14.4% en 2024) et la part qui ont principalement consommé dans un lieu public extérieur a diminué (40.8% en 2023 vs 34.5% en 2024)^j.

Environ la moitié des consommatrices et consommateurs par inhalation ont principalement consommé seul-es au



Seul-es les répondant-es ayant consommé par inhalation au cours des 30 derniers jours sont considéré-es dans ces analyses.

Figure 5 Lieu d'inhalation le plus courant au cours des 30 derniers jours, entre 2020 et 2024 (%)

cours des 30 derniers jours (47.9%). Par ailleurs, les consommatrices et consommateurs par inhalation sont 40.9% à indiquer avoir utilisé du matériel servant à l'inhalation (embout, pipe, ...) déjà utilisé par quelqu'un-e d'autre au cours des 30 derniers jours. En particulier, elles et ils sont 60.0% à avoir partagé la même source de chaleur (briquet, etc.) pour transformer le produit, 43.9% à avoir partagé la même cuillère pour transformer le produit, et 39.7% à avoir partagé le même embout pour consommer le produit. Ces proportions sont globalement stables.

Finalement, un peu moins de la moitié des répondant-es indique avoir consommé par sniff au cours des 30 jours précédents l'enquête (44.0% en 2024, Figure 4).

Plus d'un tiers des répondant-es indique s'être rendu-es dans un des Espaces de consommation sécurisé (ECS) de Lausanne au cours des 30 derniers jours en 2024 (39.7%). Cette proportion est en augmentation depuis 2019 où elle s'élevait à 20.7% (Figure 6)^k.

Indicateurs l'état de santé

Lorsqu'il s'agit de décrire leur état de santé, les répondant-es du PAPU sont 13.0% à déclarer être en très bonne santé, 31.5% indiquent être en bonne santé, 33.3% en assez bonne santé, 19.3% en mauvaise santé et 3.0% en très mauvaise santé en 2024. Par ailleurs, en 2024, 42.7% des répondant-es indiquent être sous traitement agoniste opioïde (TAO), soit une proportion en diminution depuis 2017 où elle s'élevait à 59.7%. Cette diminution est particulièrement marquée à Entrée de Secours, le seul CABS du canton qui prescrit des TAO, où 86.2% des répondant-es étaient sous TAO en 2017 contre 40.0% en 2024.

Les proportions de répondant-es ayant eu un test de dépistage du VIH au cours de la vie et au cours des 12 derniers mois ont diminué depuis les premières éditions du PAPU. En effet, alors qu'en 2018, les répondant-es étaient 89.7% à avoir déjà fait un test de dépistage du VIH, cette

^j Ces analyses ne considèrent que les répondant-es ayant indiqué avoir consommé par inhalation au cours des 30 derniers jours, réduisant ainsi l'effectif total.

^k Rappelons que tant les structures de la Fondation ABS au Vallon que l'Antenne de l'ECS à la Riponne proposent différentes prestations (permanence de remise de

matériel, et/ou prestations d'aide à la survie), ce qui explique pourquoi les répondant-es du Vallon et de l'Antenne de la Riponne n'ont pas forcément toutes et tous eu recours à un des ECS de Lausanne au cours des 30 derniers jours.

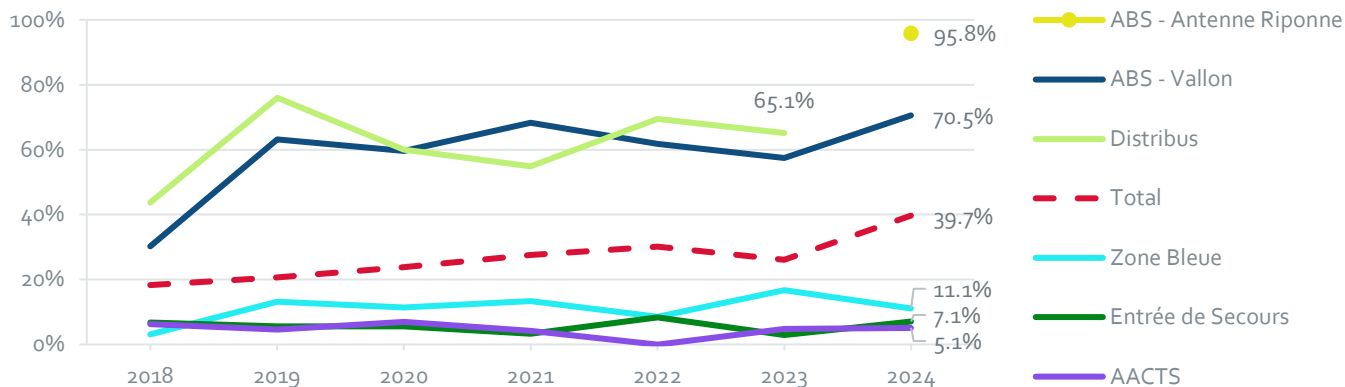


Figure 6 Recours à l'un des ECS de Lausanne au cours des 30 derniers jours, par structure, entre 2018 et 2024 (%)

pratique concerne seulement 73.5% des répondant-es du PAPU 2024. De manière analogue, 60.1% des répondant-es déclaraient en 2018 avoir eu un test de dépistage du VIH au cours des 12 derniers mois contre 49.6% en 2024. Parmi celles et ceux qui ont déjà eu un test de dépistage au cours de leur vie, 3.6% indiquent être séropositives ou séropositifs en 2024.

Deux tiers des répondant-es ont indiqué avoir déjà été testé-es pour l'hépatite C au cours de leur vie (63.9% en 2024) et un tiers de tous les répondant-es au cours des 12 derniers mois (37.6% en 2024). Cette dernière proportion a diminué depuis 2017 où 57.8% des répondant-es déclaraient avoir eu un test de dépistage du VHC au cours des 12 derniers mois. Un quart des répondant-es du PAPU indique avoir déjà été diagnostiqué-es positives ou positifs à l'hépatite C (27.1% en 2024). Parmi ces dernières et ces derniers, 6.1% indiquent toujours avoir l'hépatite C et ne pas suivre de traitement, 4.6% toujours avoir l'hépatite C et suivre un traitement, 65.2% avoir guéri avec un traitement et 24.2% avoir guéri spontanément. Ces proportions sont relativement stables depuis 2019.

En 2024, sur l'ensemble des structures, 77.1% des répondant-es indiquent disposer d'une assurance maladie, 15.1% n'en ont pas et 7.8% ne savent pas. C'est à Entrée de Secours que le plus de répondant-es indiquent avoir une assurance maladie pour leurs frais de santé en Suisse (93.3%); et à AACTS et dans les structures d'ABS au Vallon que le moins de répondant-es en ont une en 2024 (respectivement 64.9% et 64.1%).

Discussion

La répétition de l'étude PAPU en 2024 a permis de faire un nouveau point sur la situation des usagères et des usagers des CABS du canton de Vaud. Parmi les principaux résultats on retient que la population qui fréquente les CABS du canton est vieillissante. La part de personnes non Suisses a augmenté depuis le début des mesures en 2017.

Une proportion non négligeable de participant-es est en situation de précarité. L'aide sociale ainsi que les assurances sociales (assurance invalidité, chômage, AVS, etc.) restent les sources de revenus principales des

répondant-es. Par ailleurs, plus d'un tiers des répondant-es est sans domicile fixe. Un peu moins de la moitié des répondant-es déclare passer parfois ou souvent toute une journée sans manger, alors que les CABS du canton proposent des repas à midi lorsqu'ils sont ouverts. Ces résultats témoignent d'une précarisation de la population qui fréquente les CABS du canton. Celle-ci est probablement multifactorielle. La crise économique en lien avec la pandémie de COVID-19 tout comme la crise liée à la consommation de cocaïne base sont potentiellement associées à cette augmentation de la précarité.

Le type de substances consommées s'est modifié depuis 2017. La consommation de cocaïne base, en particulier, mais également de cocaïne HCl a augmenté, alors que la consommation d'héroïne a diminué. Ces constats sont en accord avec les différents retours du terrain. Les consommations de benzodiazépines non prescrites, d'ecstasy, de kétamine et de méthamphétamine semblent également suivre une tendance à l'augmentation et leur évolution est à surveiller.

Les répondant-es ayant consommé de la cocaïne base ont quasiment toutes et tous transformé elles-mêmes ou eux-mêmes leur cocaïne HCl en cocaïne base ou ont demandé à d'autres personnes de s'en occuper pour elles et eux (87.5% en 2024). Ce constat confirme que, pour le moment, une part importante des consommatrices et consommateurs du canton de Vaud n'est pas intéressé-e à acheter des cailloux de cocaïne base déjà prêts³⁻⁵.

La part d'usagères et d'usagers ayant eu recours à l'injection pour consommer des substances psychoactives au cours des 30 derniers jours est restée stable depuis 2017, alors que le recours à l'inhalation est en augmentation. Pour chacun de ces deux modes de consommation, on constate en 2024 un changement d'habitude sur le type de lieu où les consommations se font principalement. En effet, proportionnellement moins d'usagères et d'usagers des CABS indiquent consommer principalement dans un lieu public extérieur au profit d'une augmentation des consommations ayant lieu dans un local de consommation, ou, dans une moindre mesure, à domicile pour l'injection. Ce constat est corroboré par une augmentation des taux de répondant-es indiquant avoir eu recours à l'un des ECS de Lausanne au cours des 30 derniers jours. On peut supposer

que l'ouverture de l'Antenne de l'ECS à la Riponne en mai 2024⁶ joue un rôle dans ces constats.

Lorsqu'il s'agit d'auto-évaluer leur état de santé général, les utilisatrices et utilisateurs des CABS sont de moins en moins nombreuses et nombreux à indiquer être en bonne ou très bonne santé depuis 2017, ce qui pourrait exprimer une forme de dégradation de l'état de santé de ce sous-groupe (58% en 2017 vs 44% en 2024). Relevons que 87% de la population générale indiquait être en bonne ou très bonne santé en 2022⁷.

Cette péjoration s'observe également au niveau des sérologies. Les parts de répondant-es indiquant avoir été testés pour le VIH au cours de la vie (74%) et au cours des 12 derniers mois (50%) ont diminué depuis le début des mesures, même si cette proportion reste nettement plus grande que celle observée dans la population générale (5%)⁸. Il en va de même pour les tests de dépistage de l'hépatite C au cours des 12 derniers mois et au cours de la vie (respectivement 38% et 64% en 2024). Pourtant, les proportions de répondant-es indiquant être séropositives et séropositifs (4%) et de répondant-es indiquant avoir été diagnostiqué-es positif-ves au virus de l'hépatite C (27%) montrent que ces épidémies nécessitent toujours une attention particulière dans cette population, même si l'accès au traitement contre l'hépatite C s'est amélioré ces dernières années, tout en restant coûteux.

Relevons encore que la part d'usagères et d'usagers des CABS du canton sous TAO est en diminution depuis 2017, en particulier à Entrée de Secours. Bien que le nombre effectif de patient-es sous TAO selon le registre officiel soit en diminution également^{9, 10}, il semble que la diminution observée dans le PAPU soit plus importante, ce qui pourrait suggérer que les personnes en situation de précarité qui fréquentent les CABS sont plus nombreuses à arrêter leur traitement. Ce constat est préoccupant d'autant plus que les abandons de TAO sont une des conséquences connues de la consommation de cocaïne base^{4, 11}.

Ces différents indicateurs sanitaires tendent à montrer une péjoration de l'état de santé et de l'accès aux soins chez les utilisatrices et utilisateurs des CABS. Relevons que près d'un quart des répondant-es indique ne pas disposer d'une assurance pour couvrir ses frais de santé en Suisse. Ceci participe probablement à ce constat.

Cette répétition du PAPU a permis de faire un nouveau point important pour comprendre comment évolue la situation des usagères et des usagers des CABS du canton de Vaud. Dans l'ensemble, certains indicateurs (précarisation du public, produits consommés, accès aux soins, etc.) semblent se péjorer, confirmant les résultats d'autres études^{4, 11, 12}. Le monitoring cantonal de la remise de matériel d'injection stérile, notamment, met en évidence une importante augmentation sur ces trois dernières années du nombre de seringues remises^{13, 14}. Celui-ci atteint en 2024 un niveau qui n'avait jamais été observé depuis 2008, année de la mise en place de la dernière directive cantonale en la matière (230'729 en 2024

vs 137'398 en 2008). Les retours du terrain font également état d'une péjoration de la situation. Ces constats appellent au renforcement de la vigilance et des messages de prévention de la part des équipes de terrain ; ceci d'autant plus que la situation dans les rues des principales villes du canton se péjore^{4, 15}. Comme la méthodologie de l'étude PAPU ne permet pas d'atteindre les personnes qui ne fréquentent pas les CABS, nous ne pouvons pas exclure qu'une part des consommatrices et consommateurs de substances psychoactives marginalisé-es du canton ne soit pas atteinte par cette étude.

L'enquête PAPU a encore une fois montré la faisabilité d'une étude auprès de populations dites difficiles d'accès, soit les utilisatrices et utilisateurs des CABS. Le nombre de questionnaires retournés augmente depuis plusieurs années (N=322). Même si le taux de participation est relativement bon (66%), les retours du terrain font parfois état de difficultés dans la mise en œuvre. Il est important de continuer à prêter attention à ce que ce taux de participation ne diminue pas, au risque de compliquer la comparaison des résultats. Une solution consisterait à assurer un bon maintien de sensibilisation des équipes de direction et des équipes sur le terrain concernant l'intérêt de ce type de mesures et à valoriser les initiatives des structures pour motiver les usagères et les usagers à répondre (comme la distribution de bons repas).

Note méthodologique

Le pointage annuel du profil des usagères et usagers (PAPU) est une enquête anonyme, transversale multicentrique et descriptive. Sa méthodologie s'inspire principalement de celle des enquêtes de type « un jour donné », et s'appuie également sur l'expérience des enquêtes réalisées dans les structures à bas-seuil en Suisse et à l'étranger^{16, 17}.

La phase de récolte des données de cette étude se tient sur une semaine entière début novembre (semaine du premier lundi du mois de novembre), chaque année, pendant les jours et les heures d'ouverture des CABS¹. Ce format est préféré à une enquête sur un jour prédéterminé en raison de la variabilité de la fréquentation des centres durant la semaine et des contraintes organisationnelles des CABS.

Quelques jours avant la période de passation effective, les équipes des CABS ont pour mission d'annoncer la tenue de l'enquête à leurs bénéficiaires afin de favoriser son acceptation. Durant la semaine de passation, chaque CABS est tenu de systématiquement proposer le questionnaire à toute usagère ou usager entrant dans le centre d'accueil et n'ayant pas déjà rempli ou refusé le questionnaire auparavant, puis de le récupérer. Le questionnaire est, en principe, auto-administré (i.e. rempli seul-e par l'usagère ou

¹ En novembre 2024 AACTS était exceptionnellement ouvert quatre jours sur sept.

l'utilisateur), à part si une demande explicite d'aide est formulée par l'utilisateur ou l'usager.

Le Distribus qui se distinguait des autres CABS par le fait qu'il s'agit d'une structure mobile (un bus), a été inclus dans l'étude à partir de 2017 jusqu'à sa fermeture en 2024.

L'ensemble de ces analyses a été effectué sur Stata (version 18.0).

Références

- 1 Stadelmann S, Amiguet M, Samitca S. L'offre en matière de réduction des risques liés à la consommation de substances illicites dans le canton de Vaud : un état des lieux. Lausanne: Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2020. (Raisons de santé: Les Essentiels 12). Available from: <http://dx.doi.org/10.16908/rds-essentiels/12>
- 2 Stadelmann S, Lociciro S, Samitca S. Pointage annuel du profil des usagères et usagers des centres à bas seuil d'accès du canton de Vaud: PAPU 2018. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2019. (Raisons de santé 303). Available from: <http://dx.doi.org/10.16908/issn.1660-7104/303>
- 3 Zobel F, Esseiva P, Udrisard R, Lociciro S, Samitca S. Le marché des stupéfiants dans le canton de Vaud: cocaïne et autres stimulants. Lausanne: Addiction Suisse, Ecole des Sciences criminelles, Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2018. Available from: https://serval.unil.ch/fr/notice/serval:BIB_354941DEC8D2
- 4 Debons J, Samitca S. Etude qualitative sur la consommation de cocaïne base dans le canton de Vaud (freebase/crack). Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2023. (Raisons de santé 352). Available from: <https://doi.org/10.16908/issn.1660-7104/352>
- 5 Zobel F, Esseiva P, Samitca S, Udrisard R, Gianola E, Andrani L, et al. MonitorStup – Suivi et analyse du marché des stupéfiants dans le canton de Vaud : le marché de la cocaïne. Lausanne: Addiction Suisse, Ecole des Sciences criminelles UNIL, Unisanté, 2024 (A paraître).
- 6 La Municipalité de Lausanne. Communiqué: L'antenne de l'Espace de consommation sécurisé ouvre ses portes à la Riponne. Lausanne: Ville de Lausanne, 2024
- 7 Pahud O, Roth S, Zufferey J, Zumbrunnen O. Rapport de base sur la santé pour le canton de Vaud. Résultats de l'enquête suisse sur la santé 2022. Neuchâtel: Observatoire suisse de la santé, 2024. (Obsan Rapport 12/2024). Available from: <https://infosan.vd.ch/publications/rapport-de-base-sur-la-sante-pour-le-canton-de-vaud-2022>
- 8 Lociciro S, Simonson T, Samitca S, Koutaissoff D, Amiguet M, Dubois-Arber F, et al. Système de surveillance du VIH et des IST de deuxième génération en Suisse. Rapport de synthèse 2012-2016. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2017. (Raison de santé 278). Available from: <http://dx.doi.org/10.16908/issn.1660-7104/278>
- 9 Jotterand M, Stadelmann S, Amiguet M, Samitca S. Traitements agonistes opioïdes dans le canton de Vaud : Suivi épidémiologique entre 2015 et 2023. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2025. (Raisons de Santé : Les Essentiels 59). Available from: <https://doi.org/10.16908/rds-essentiels/59>
- 10 Labhart F, Amos J. Statistique nationale des traitements par agonistes opioïdes – Résultats 2023. Lausanne: Addiction Suisse, 2024. (Rapport de recherche N° 175a). Available from: <https://www.addictionsuisse.ch/publication/statistique-nationale-des-traitements-par-agonistes-opioïdes-resultats-2023/>
- 11 Egli Anthonioz N, Zobel F. La problématique du crack à Genève - Situation et réponses. Lausanne: Addiction Suisse 2023. (Rapport de recherche N° 153). Available from: <https://www.addictionsuisse.ch/publication/la-problematique-du-crack-a-geneve/>
- 12 euda.europa.eu. Understanding Europe's drug situation in 2024 – key developments (European Drug Report 2024). EUDA; 2024 [cited 2025 March 12]; Available from: https://www.euda.europa.eu/publications/european-drug-report/2024/drug-situation-in-europe-up-to-2024_en.
- 13 Maillard P-Y. Programme de prévention des maladies transmissibles - échange de matériel stérile pour les personnes toxicodépendantes: modalités d'échange. Lausanne: Département de la santé et de l'action sociale, Canton de Vaud; 2008.
- 14 Dupertuis V. Programme cantonal de réduction des risques (PCRDR): Rapport d'activités 2024. Lausanne: Rel'ier, (A paraître).
- 15 Junod G, Affolter S, Luccarini Y, Halter G, Dessemonter P, Zürcher F. Lettre au Conseil d'Etat 27.09.2024. Municipalité de Lausanne, Municipalité de Vevey, Municipalité d'Yverdon-les-Bains, 2024.
- 16 Balthasar H, Arnaud S, Gervasoni J-P, Samitca S, Schnoz D, Zobel F, et al. Résultats de l'enquête auprès de la clientèle des structures à bas seuil d'accessibilité (SBS) en Suisse (2006). Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2006. (non publié)
- 17 Lociciro S, Arnaud S, Füglistaler G, Dubois-Arber F, Gervasoni J-P. Résultats de l'enquête 2011 auprès des usagers des structures à bas-seuil en Suisse. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive - IUMSP, 2012. (Raisons de santé 199a). Available from: <https://www.unisante.ch/fr/formation-recherche/recherche/publications/raisons-sante/raisons-sante-199a>

Citation suggérée

Stadelmann S, Samitca S. Pointage annuel du profil des usagères et des usagers (PAPU) des centres d'accueil à bas-seuil : Evolution des principaux indicateurs entre 2017 et 2024. Lausanne, Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2025 (Raisons de Santé : Les Essentiels 61) <https://doi.org/10.16908/rds-essentiels/61>